

IA ACT

[Loi sur l'IA de l'UE : première réglementation de l'intelligence artificielle | Thèmes | Parlement européen \(europa.eu\)](#)

L'AI Act (Artificial Intelligence Act) est une proposition législative ambitieuse de l'Union européenne conçue pour réguler l'utilisation de l'intelligence artificielle (IA) au sein des États membres. Cette réglementation vise à établir des normes éthiques et légales pour le développement, la mise en vente et l'utilisation des technologies d'IA, afin de garantir la sécurité et les droits fondamentaux tout en favorisant l'innovation et la compétitivité économique. Voici un résumé des principaux éléments du AI Act et des sanctions associées en cas de non-respect.

Objectifs du AI Act

1. **Établir un cadre légal clair** pour toutes les parties prenantes dans l'écosystème de l'IA, des développeurs aux utilisateurs finaux, en passant par les fournisseurs et les distributeurs.
2. **Classer les applications d'IA selon le risque** qu'elles présentent, de "risque minimal" à "risque inacceptable", avec des règles plus strictes pour les catégories à haut risque.
3. **Protéger les droits fondamentaux** et la sécurité des citoyens de l'UE en imposant des exigences de transparence, de surveillance humaine et de précision pour les systèmes d'IA.
4. **Promouvoir l'innovation** en établissant un environnement réglementaire qui encourage la recherche et le développement dans le domaine de l'IA.

Principales dispositions

Classification des risques

L'AI Act propose une classification des systèmes d'IA en quatre niveaux de risque : inacceptable, élevé, limité et minimal. Chaque niveau requiert des normes de conformité proportionnelles à l'impact potentiel de la technologie sur la société et les individus.

Transparence et information

Les systèmes d'IA devraient être conçus pour être transparents et fournir des informations suffisantes aux utilisateurs, permettant une compréhension claire de la manière dont l'IA est utilisée, notamment pour les applications interactives et celles influençant les décisions humaines.

Supervision humaine

Les applications d'IA à haut risque devront inclure des mécanismes de supervision humaine pour prévenir ou minimiser les risques d'erreurs ou de décisions injustes automatiquement générées par des systèmes d'IA.

Sanctions en cas de non-respect

Sanctions financières

Des amendes pouvant atteindre jusqu'à 6% du chiffre d'affaires annuel mondial total de l'entreprise pourraient être imposées pour les infractions les plus graves, notamment l'utilisation d'IA à "risque inacceptable".

Sanctions administratives

Les régulateurs nationaux peuvent imposer des mesures correctives, exiger des audits de conformité, ou interdire certains systèmes d'IA jugés non conformes aux normes établies par l'AI Act.

Mesures correctives

Les entreprises pourraient être obligées de retirer leurs produits du marché, de les modifier substantiellement pour atteindre la conformité, ou de mettre en œuvre des systèmes de surveillance améliorés.